Michel LEQUENNE

# DE L'AVENIR UNIVERSEL DE LA BUREAUCRATIE

Lénine et Trotsky furent loin d'avoir méconnu les risques de bureaucratisation. Ce qu'ils ne purent prévoir, faute de précédents, ce furent les formes monstrueuses qu'elle pouvait prendre. Ils n'ignoraient ni ses racines générales qu'ils avaient pu étudier sur l'exemple de la social-démocratie, ni les circonstances aggravantes que constituait pour sa prolifération dans l'ancien empire des tsars l'arriération économique et culturelle du pays. Dans ses *Questions du mode de vie*, Trotsky se montre parfaitement lucide sur la gravité des prodromes bureaucratiques, fait écho aux inquiétudes de Lénine (1), et le programme de révolution culturelle qu'il met en avant, il lui donne nettement priorité dans les tâches de la révolution.

Dans sa préface au tome I des écrits de Trotsky, regroupés sous le titre de *la Lutte antibureaucratique en U.R.S.S.* (10/18), J.-L. Dallemagne relève les étapes de l'analyse par Trotsky du processus de bureaucratisation et des répliques politiques qu'il y proposa, en même temps que les insuffisances de ces analyses et mesures. Toutefois, personne n'était mieux armé théoriquement que Trotsky pour comprendre le processus de naissance du stalinisme, et personne n'y réagit mieux dans la continuité de son développement : l'insuffisance tient à ce que ce développement était à bien des égards stupéfiant, et à l'isolement où Trotsky se trouva de ce fait.

(1) Lénine dont le langage pouvait être encore plus énergique ; que l'on songe au « Nous ne sommes pas assez civilisés pour pouvoir passer directement au socialisme encore que nous en ayons les prémisses politiques », de sa note du 2 mars 1923, « *Mieux vaut moins mais mieux* » (Œuvres complètes, t. 33).

Les prophètes de « *l'après coup* » ont, comme toujours, quelque chose de bouffon (que dissimule le tragique de l'histoire sur laquelle ils exercent leur talent) à lire sans hésitation dans le marc de café du marxisme l'inhumanité du Goulag. Comme leurs précurseurs, ce sont gens qui préfèrent les révolutions vaincues, mais restées pures. Comme les pères nobles qui préfèrent leur fille morte et vierge plutôt que vivante et « souillée ». Et c'est seulement dans la continuité marxiste, léniniste et trotskyste que le phénomène bureaucratique a été et est affronté sans que les réponses impliquent renoncement à la révolution (la critique antibureaucratique de l'ultra-gauche « classique » est très discontinue, chacun de ses moments précédant des dérives diverses).

A réduire les concepts de Trotsky sur la bureaucratisation de l'U.R.S.S. à ses données permanentes et fondamentales, on trouve :

1. l'isolement du premier Etat ouvrier dans ses frontières nationales, d'où l'accent mis par lui sur la seconde thèse de la théorie de la révolution permanente : « La révolution socialiste ne peut être achevée dans les limites nationales... », elle doit s'étendre au reste du monde et, si possible, en commençant par les pays les plus développés ;

2. le sous-développement et l'arriération culturelle de l'Etat ouvrier lui-même comme facteur aggravant de la bureaucratisation, d'où la nécessité de la révolution culturelle — assise sur le plus grand effort de développement économique — parachevant la théorie de la révolution permanente.

L'échec sur ces deux versants complémentaires du programme et la reconnaissance d'un thermidor bureaucratique imposera, au plan intérieur, le programme de la révolution politique.

Ce programme reste à réaliser.

## Hétérogénéité de la bureaucratie

La survie de la bureaucratie stalinienne en caste despotique, devenue complètement hétérogène au mouvement ouvrier, mais continuant encore par sa filiation historique à peser sur celui-ci, voire à lui apparaître comme une de ses représentations, a eu de nouvelles conséquences que Trotsky n'a pu voir.

Il avait compris cependant que la bureaucratie stalinienne produisait un nouveau type de bureaucratie. Il serait faux de parler de « *reproduction* », surtout à l'heure où les éléments de différenciation se multiplient et s'accroissent (2), mais il n'en reste pas moins que la Révolution d'Octobre, donnant puissance à l'Internationale communiste, a permis à la

(2) V. dans n° 5, « *Sur un pronostic de Trotsky* ».

bureaucratie du Kremlin, qui transforma le Komintern en machine à son service, d'imposer en même temps que sa politique ses pratiques organisationnelles et de façonner les partis et apparatchiks comme ses propres reflets, rompus à « *la calomnie totalitaire, (le) chantage et (l') assassinat* », bref une bureaucratie trempée dans la brutalité et le cynisme, et la plus redoutable dans l'affrontement avec les révolutionnaires.

Mais cette « formation », devenue indépendante de l'inféodation à Moscou, donc à la politique stalinienne, est « libérée », elle n'est plus qu'un caractère qui peut se plaquer sur de tout autres contenus qui, à leur tour, réagissent sur elle et le modifie. Tel est le cas de partis, trop longtemps caractérisés de façon simpliste comme « staliniens » et qui ont eu une politique largement autonome de celle imposée à ses vrais affidés par la Centrale du Kremlin. Le plus important de ceux-là est évidemment le Parti communiste chinois qui, des premières années suivant la défaite de 1927 (où Victor Serge pouvait croire le jeune Mao Tsé-toung sur la ligne de l'Opposition de gauche) (3) jusqu'à sa victoire de 1949, eut une politique plus proche de celle du Lénine d'avant 1917, du type alliance démocratique des ouvriers et des paysans sous la direction du prolétariat représenté par son parti communiste, que du bloc, proprement stalinien, des « quatre classes » subordonnant en fait le prolétariat et la paysannerie pauvre à la classe bourgeoise présumée antiféodale.

Cette autonomie politique qui est à la source de l'originalité « maoïste » — et y compris du mode particulier de sa dégénérescence — se retrouve à divers degrés et se manifeste plus tardivement dans le cas de chacun des deux autres partis qui ont mené une révolution à bien (il faut maintenant y ajouter le cas des communistes cambodgiens), à savoir le Parti communiste vietnamien (4) et le Parti communiste yougoslave (5).

Il est exact que, quant aux méthodes de direction et quant au rapport parti/masses régis par le substitutisme d'abord paternaliste, tous ces partis ont une ressemblance, plus ou moins atténuée pendant les périodes révolutionnaires, mais qui s'affirme lourdement sitôt la victoire acquise par le refus d'une démocratie prolétarienne réelle (6), c'est-à-dire la constitution d'organes de démocratie directe (qu'ils s'appellent comités,

---

(3) Dans les *Mémoires d'un révolutionnaire* (éd. du Seuil) et *La Révolution chinoise* (éd. Savelli).

(4) V. P. Rousset, *Le Parti communiste vietnamien* (éd. Maspero).

(5) Rappelons à nouveau que, dans la guerre de libération nationale, et, très probablement sous l'impulsion de Mosha Pijade — le Gramsci yougoslave — la lutte fut menée « à la chinoise », voire même de façon beaucoup plus bolchevique, les brigades prolétariennes de choc, surtout composées d'ouvriers serbes, formant le noyau communiste et prolétarien, le fer de lance d'un « bloc ouvrier et paysan » entièrement soumis à la direction prolétarienne. Cela est un élément à prendre en considération dans le rapprochement actuel, sur la base d'une dégénérescence unifiée, des deux bureaucraties chinoises et yougoslave.

(6) Les comités de gestion yougoslaves, par exemple, n'ont été qu'un élément de démocratie économique à la fois sans capacités sur l'ensemble de la collectivisation et sans aucune capacité politique.

soviets, ou autrement), le refus d'un centralisme démocratique léniniste (aucun droit de tendance n'existe dans ces partis), éléments bureaucratiques qui favorisent à leur tour la précipitation du processus de bureaucratisation ultérieur et de dégénérescence de la politique de l'Etat comme du Parti, d'ailleurs bien vite confondus.

Le cas de Cuba, dans sa différence, n'en est que plus saisissant. A l'origine la formation révolutionnaire, Mouvement du 26 juillet, n'a rien de stalinien. Mais sa conception de la révolution, militariste (7), fonde elle aussi un certain paternalisme anti-démocratique. Quand l'échec de sa stratégie entièrement axée sur la guérilla accule cette direction, par ailleurs étouffée économiquement dans les limites étroites de son île, à se soumettre aux diktats politiques du Kremlin, le glissement sera faible qui permettra l'alignement des méthodes de direction en même temps que de régime politique sur le modèle stalinien.

Si ce conditionnement « stalinien » homogénéisant s'est produit dans l'ensemble mondial des partis dépendant peu ou prou de la bureaucratie de l'U.R.S.S., il n'est cependant pas causal de l'essentiel, à savoir de l'orientation politique. La constitution de bureaucraties staliniennes à la tête des P.C. des pays capitalistes avancés a été, au contraire des partis dont nous venons de parler, l'obstacle décisif à l'orientation du prolétariat vers l'assaut du pouvoir. Et c'est sur ces derniers que le contrôle de la bureaucratie soviétique a été longtemps quasi absolu. Il était très relatif sur les P.C. des pays que l'on appelle du tiers monde. Là, ce n'est pas à la moindre résistance des maillons de la chaîne impérialiste que l'on peut « attribuer » la révolution. Il y a fallu non seulement la plus grande pression des conditions objectives sur les directions des P.C., mais aussi et surtout que ces directions soient prêtes à subir ces pressions comme à échapper à la tutelle du Kremlin (8). Devenue force contre-révolutionnaire, la bureaucratie soviétique était incapable d'arrêter complètement, avec ses forces d'appareil, le mouvement de la révolution. Le frein qu'elle constitue ne peut provoquer maintenant que des dérapages et des accidents divers. Le rôle de la « formation stalinienne » dans la constitution de toute une série d'Etats dont le socialisme est indubitablement bureaucratique n'est pas celui d'un moteur, même pas d'appoint, puisqu'au contraire ces révolutions ont toutes dû vaincre contre le sabo-

---

(7) V. Debray, *Révolution dans la révolution*, (éd. Maspero) qui a justifié théoriquement, avec l'accord de la direction cubaine, la conception la plus militariste de la révolution, avant... de passer de l'autre côté du cheval.

(8) V. dans n° 1, l'article « *Sur le centrisme* », et dans n° 6, P. Rousset, « *Stalinisme, centrisme et communismes nationaux* ».

tage et/ou l'hostilité de la direction de Moscou, sous le règne de Staline comme après (9), c'est celui d'une boussole faussée.

Inversement même, la formation bureaucratique contenait la potentialité de ruptures et notamment de ruptures sur la base des intérêts d'Etats nationaux. Dès 1928, Trotsky avait prévu que la théorie du socialisme dans un seul pays devait inévitablement conduire au développement de tendances nationalistes dans les sections du Komintern. Il notait dix ans plus tard que cette prédiction était devenue un fait manifeste. Nous sommes maintenant au terme de l'explosion du feu-Komintern en nébuleuse d'organisations com-chauvines. En ce qui concerne les Etats du socialisme bureaucratique, leur politique a été nationaliste ou au moins nationale dès avant leur victoire, et l'éloignement théorique du véritable internationalisme prolétarien ne peut pas en être tenu sérieusement comme la cause réelle, mais bien plus leur isolement produit par la politique de Moscou, que certains ont cru pouvoir appeler « *chauvinisme de grande puissance* ». Comme, de plus, ces nouveaux Etats s'édifiaient sur la base du sous-développement, facteur décisif de bureaucratisation qui n'était pas corrigé par une aide économique massive et désintéressée des « grands frères », on voit à quel point c'est de façon indirecte, involontaire et contradictoire que les Etats du socialisme bureaucratique « reproduisent » la bureaucratisation russe dont ils craignent cependant le destin encore plus que la tutelle.

Devrait-on d'ailleurs tenir pour dépourvues de significations les ruptures ou semi-ruptures avec l'U.R.S.S., qui n'ont guère pour limites que d'un côté, la présence ou la menace des baïonnettes russes, de l'autre, au contraire, la distance qui permet au Vietnam une neutralité du silence, enfin, dans le cas de Cuba le chantage à l'abandon à l'arbitraire du géant yankee ? Les oppositions ne sont pas assimilables à celles qui ont pu exister entre les Etats bourgeois dès leur formation et tout au long du XIX[e] siècle sur la base de leurs rivalités économiques. Fondamentalement, les Etats socialistes, en tant que socialistes, ont au contraire des intérêts économiques non-antagonistes, mais complémentaires. Ils ne peuvent en avoir d'antagonistes qu'en tant qu'Etats bureaucratiques. Ce qui oppose ces Etats ce sont les intérêts politiques de leurs bureaucraties.

La bureaucratie soviétique ne s'est opposée à l'essor des révolutions que par conscience claire de ce que l'extension du nombre des Etats ouvriers contenait potentiellement sa mort. Le cas particulier de l'inva-

---

(9) Pour la Yougoslavie, se reporter à M. Pijade, *la Légende de l'aide soviétique à la Yougoslavie* (le Livre Yougoslave) et (même éditeur) le rapport politique de Tito au *Cinquième Congrès du Parti communiste yougoslave* ; pour la Chine, J. Belden, *la Chine ébranle le monde* (Gallimard) ; pour Cuba et le Vietnam, les documents sont innombrables, qui prouvent, dans le premier cas le long « hors jeu » du Parti socialiste populaire (stalinien) et son hostilité au soulèvement (v. en particulier Karol, *les Guerilleros au pouvoir*, éd. Laffont, et C. Rossi, *la Révolution permanente en Amérique latine* (Cahiers rouges) dans nos publications.

sion de la Tchécoslovaquie, plus que l'écrasement de la révolution hongroise et que les interventions en Pologne où la bureaucratie locale était visée en même temps que l'« occupant » russe, est net à cet égard : la victoire du « *Printemps de Prague* » aurait signifié à court terme une poussée formidable de masse en U.R.S.S. pour une nouvelle et plus décisive déstalinisation que les despotes du Kremlin n'auraient pu endiguer. Aucune autre explication ne peut rendre compte de cette intervention, sauf à admettre... l'explication des envahisseurs eux-mêmes, à savoir que ce qui était en jeu était le rétablissement du capitalisme. Les « *nouveaux philosophes* » devront se résoudre à l'adopter s'ils ne veulent pas abandonner la théorie d'un système stalinien universel.

Ce sont de tels faits qu'on pourrait multiplier avec l'histoire de la révolution vietnamienne toute entière, avec celle des rapports de l'U.R.S.S., avec Cuba — en particulier le sabotage de la politique de la II[e] Déclaration de La Havane — et bien d'autres qui démontrent de la façon la plus évidente, non seulement que parler de « système stalinien international » n'a plus aucun sens, mais encore que la bureaucratie n'est pas une classe, puisque ses « victoires » mêmes — ses victoires surtout — impliquent les éléments de sa décomposition, y compris et d'abord là où elle apparaît comme le plus stabilisée, c'est-à-dire en U.R.S.S. même.

Dans les conditions inverses, c'est-à-dire dans les pays capitalistes avancés, là où les bureaucrates « staliniens » sont des dirigeants de partis et de syndicats, là où ils occupent de nombreuses positions dans les pores de l'appareil d'Etat, bien loin que le temps soit un facteur de renforcement de leur caractère « stalinien » (ce qui devrait être le cas si nous avions affaire à une classe naissante) c'est au contraire leur « social-démocratisation » qui s'opère, et ceci précisément au lieu et au moment de leur apogée d'hégémonie sur la classe ouvrière, sous le nom d'« eurocommunisme ».

Bien loin de tendre à occuper une place particulière dans la société, ces bureaucraties (et il faut entendre ici le mot simplement comme ensemble organisé de bureaucrates, non comme système politique) tendent à se fondre dans la société bourgeoise, à y prendre — définitivement lavées de tout aspect de « corps étranger » qui leur colla à la peau si longtemps — la place *normale* d'opposition de sa majesté le Capital, simples représentants politiques des travailleurs dans le cadre de la société bourgeoise. Leur maintien comme partis distincts de ceux de la social-démocratie tient essentiellement à la continuité historique qui leur donne assise, dessine les traits particuliers des mouvements ouvriers nationaux concernés et fonde donc des rapports différemment structurés avec la bourgeoisie. Mais quant au fond, il s'agit, entre ces partis, d'une concurrence dans le réformisme (que l'on songe au P.C. chilien se situant à la droite du P.S. et au réformisme plus « conséquent » du P.C.I. par rapport au P.C.F. qui tient à ce qu'il n'a pas à affronter, comme en France, un P.S. modernisé). Le maintien des derniers liens — d'ailleurs de plus en plus

fragiles — avec l'U.R.S.S. de ces P.C. tient aux derniers éléments de crédibilité de mutation socialiste que constitue le passé de l'U.R.S.S. (garant de plus en plus dissocié de son présent) et qui est opposable à la *« gérance loyale du capitalisme »* que n'ont jamais dépassée les partis de la social-démocratie, atout dans la concurrence avec ces derniers pour l'hégémonie sur le mouvement ouvrier. Toute autre interprétation recherchant une identité fondamentale « stalinienne » irréductible à la social-démocratisation doit nécessairement fonder la bureaucratie comme classe naissante à l'intérieur de la société bourgeoise, sous peine de recourir à une identité « idéologique », ce qui est tomber dans le pire idéalisme philosophique.

Le principal argument de la nouvelle génération de théoriciens de la classe bureaucratique, qui ne s'encombrent pas des problèmes d'origine d'une classe qui, pour la première fois dans l'histoire, se constituerait sur une base purement politique et au travers de sa conquête de l'Etat, est évidemment celui de la multiplication des Etats de socialisme bureaucratique. Cette généralisation, très journalistique, c'est-à-dire superficielle, pèche d'abord par l'insuffisance de sa généralisation, puisqu'elle ne part pas de l'étude de toutes les bureaucraties ouvrières, alors qu'il n'y a pas de mouvement ouvrier sans bureaucratie.

Les bureaucraties d'Etats « ouvriers » — en bonne « science » — appellent chacune une analyse particulière que négligent les théorisations *a priori*. Ces analyses font apparaître une double détermination qui n'est pas assimilable aux déterminations des classes connues dans l'histoire puisqu'elle tient, dans ses deux volets, à des éléments conjoncturels.

La première tient au degré de développemebt que l'Etat nouveau en question a atteint dans l'histoire du capitalisme et à la situation économique que lui lègue le passé à l'issue de la lutte révolutionnaire très destructrice, ainsi qu'aux rapports économico-politiques que peut lier cet Etat avec les autres Etats ouvriers bureaucratiques. L'expérience la plus caractéristique à cet égard est sans doute celle de Cuba où, après une période de « démocratie de forum » dans la plus grande situation de fragilité du régime, la bureaucratisation du régime a été essentiellement fonction du blocus économique de ce petit Etat ouvrier et surtout du diktat politique soviétique conditionnant le soutien de l'U.R.S.S. Sans qu'on puisse préjuger de l'avenir, le Vietnam a offert un exemple relatif inverse, où les conditions politiques de la guerre révolutionnaire au Sud ont entraîné un allégement de la rigueur bureaucratique et l'apparition d'organismes de démocratie populaire. En Yougoslavie, une courte période de démocratisation — celle où naissent les comités de gestion — se situe dans les conditions politiquement et économiquement très difficiles de rupture avec l'U.R.S.S., de 1948 au début des années 50. La bureaucratisation n'est donc pas proportionnelle à la faiblesse économique d'un pays donné, comme c'était le cas pour l'autoritarisme des Etats bourgeois, nécessaire pour tenir en respect le prolétariat dans des conditions

de faiblesse économique de la classe dominante, mais, à l'inverse, la faiblesse politique de la bureaucratie induit souvent son appel à l'appui du prolétariat monnayé en éléments de démocratie prolétarienne.

L'autre déterminant tient à l'histoire particulière du mouvement ouvrier considéré. Chaque mouvement ouvrier national a sécrété sa bureaucratie dans les conditions particulières de son histoire, et quand une de ces bureaucraties parvient au pouvoir, son développement bureaucratique hypertrophie ses caractères initiaux, expression des faiblesses constitutives du prolétariat considéré. Les bourgeoisies nationales ont aussi chacune des caractères propres, nationaux, mais ce sont des traits secondaires, issus des racines pré-bourgeoises, qui ne modifient pas essentiellement le comportement bourgeois. Au contraire les traits « nationaux » de chaque bureaucratie sont essentiels, immédiatement fournis par l'état du mouvement ouvrier considéré et par ses rapports aux autres classes de la société.

## Universalité de la bureaucratisation

L'universalité de la bureaucratie tient à la nature même du prolétariat comme classe privée de culture. Cette caractéristique fondamentale du prolétariat a surtout été relevée pour en souligner la conséquence de l'apport extérieur de sa conscience pour soi, impliquant celle de son devenir. Mais cette absence de culture propre est d'abord, inversement et essentiellement, ce qui livre le prolétariat à la fausse conscience, aux projections de l'idéologie dominante ; les hauts et les bas de la lutte des classes scandant les avancées et les retours en arrière de la conscience vraie.

L'absence de culture propre du prolétariat est une conséquence de son manque d'organisation naturelle au-delà du cadre de l'entreprise capitaliste et de son entour immédiat. Le prolétariat ne devient véritablement classe pour soi que dans l'organisation, d'abord nationale (et en cela déviant, dans ce moule bourgeois, par rapport à ses intérêts généraux) puis internationale. Mais cette organisation exige délégation, soit — et d'abord — à des éléments étrangers à la classe, soit à des éléments de la classe qui, par cette délégation même tendent à lui devenir étrangers, et d'autant plus que la délégation se prolonge et s'institutionnalise.

On a là une contradiction que ne connut pas la bourgeoisie. Les délégations politiques qui lui furent nécessaires ne transformèrent pas le politicien bourgeois en autre chose qu'un bourgeois (10). Très souvent, au

---

(10) Saut exceptions « monstrueuses » dans le cas de périodes révolutionnaires, et surtout dans la Révolution française, de Jacobins, tels Robespierre et Saint-Just, dont le bref destin ne pouvait être que la guillotine, en cela que l'irréalisme abstrait de leur politique les projetaient hors de toute base sociale. Au contraire, leur « collègue » Carnot et bien d'autres au sein même de la direction terroriste pouvaient se gaver de biens nationaux, le fait de tenir les leviers de commandes et les sources d'information leur permettant — comme à la longue suite de leurs descendants jusqu'à nos jours — de devenir de très riches bourgeois.

contraire, la délégation politique permet au bourgeois d'améliorer sa situation de bourgeois, voire de la fonder (que l'on songe aux parvenus du « gaullisme »).

Mais il y a plus que l'inculture du prolétariat qui en plus d'un siècle et demi avait du temps pour se combler — au moins partiellement — par la formation qui s'acquiert dans les organisations du mouvement ouvrier, et, qui, d'ailleurs, effectivement, lui a procuré une certaine culture propre : la délégation est « bureaucratisante » en cela que les fins du prolétariat ne sont pas immédiates, comme c'est le cas pour toutes les autres classes de l'histoire qui sont parvenues au pouvoir ; elles ne se déduisent pas directement de son activité quotidienne ; elles sont « utopiques » (au sens strict du terme, projectionnelles, situées dans un « nulle part » actuel, et non pas au sens de non-réalistes) et qu'elles exigent donc dépassement et abolissement de son statut réel dans la société bourgeoise.

C'est précisément parce que la politique du prolétariat est toute entière fonction d'un devenir que la conscience a pu s'en trouver plus clairement à l'extérieur de lui qu'en lui, et exalter des éléments étrangers jusqu'à les porter à une noble « trahison » de leur propre classe.

Mais les difficultés de la lutte pour la réalisation de ce devenir, le premier qui exige conscience claire de son but, et donc volontarisme, pour que ses bases objectives se réalisent, sont telles que dans son cours, se brisent ou dévient la plupart des exaltations, et non seulement des éléments extérieurs au prolétariat mais également d'innombrables « délégués » issus de la classe elle-même. Au feu et à la glace du combat, la vision de l'utopie, de projet réaliste se mue en mirage.

On sait que, plus que la répression, c'est l'engluement dans les pièges de l'intégration aux mécanismes sociaux de la société bourgeoise — engluement qui constitue précisément la bureaucratisation « classique » — qui fait obstacle à la réalisation des fins prolétariennes.

Pourtant le prolétariat ne pouvait pas ne pas recréer indéfiniment cette excroissance parasitaire de la bureaucratie sous peine de renoncer à ses fins qui exigent organisation et délégation.

Excroissance cependant, en cela que la bureaucratie ne peut se reproduire dans l'affirmation de fins propres, mais qu'il lui faut être parasitaire du prolétariat, déguisant ses fins sous les siennes, même quand elle parvient au pouvoir juchée sur ses épaules.

Des deux types de moyens envisagés pour empêcher la bureaucratie, la première sorte — celle des ultra-gauches petits bourgeois — pour supprimer le mal supprime le malade, c'est-à-dire le prolétariat pour soi, son organisation au plus haut niveau de concentration, corps de sa conscience et moyen de sa réalisation par la réalisation de ses fins, qui doit être en définitive une Internationale révolutionnaire. Ils flottent entre la mystique du spontanéisme (qui peut être un bon alibi à l'inaction quotidienne) et la mystique des actions minoritaires exemplaires.

La seconde sorte de moyens, celle des marxistes révolutionnaires, qui implique tous les acquis de la démocratie prolétarienne et la démocratie dans la centralisation organisationnelle, a sans doute péché jusqu'ici par excès d'optimisme entraînant erreurs dans la théorie de l'organisation, causes à leur tour de bureaucratisation.

Le réexamen de ces questions, qui est aujourd'hui sur la place publique — fait hautement positif — exige sans doute que les problèmes soient repris à la racine.

Puisque, de ses formes bénignes jusqu'à ses formes monstrueuses, la bureaucratie est universelle, ne doit-on pas dire que ce n'est pas un « mal » mais une déformation congénitale qui ne peut s'éviter dans les conditions « naturelles » de la classe prolétarienne et ne pourra s'extirper que par la mutation décisive de la classe en soi à la classe pour soi, atteinte seulement par son élévation en classe dominante à l'échelle mondiale, voire ne s'éteindra qu'avec la classe elle-même, dans le mouvement de dépérissement de l'Etat parallèle à l'extinction des classes ? Ce serait une conclusion non dialectique qui éviterait le problème de la nécessité de la révolution politique dans les Etats de haute sclérose bureaucratique et ramènerait à l'idée d'une possible évolution des bureaucraties à laquelle la « déstalinisation » avait donné regain de créance avant que la « restalinisation » ne la tue, entraînant tous les cerveaux impressionnistes à en déduire que la bureaucratie était immortelle.

L'existence de lourdes bureaucraties dans les pays capitalistes avancés, plus soumises à l'idéologie dominante que dans le passé de grande misère prolétarienne, exprimant la manière dont le prolétariat subit là une défaite du fait de ses conquêtes mêmes, oblige là aussi à une rupture pour progresser à nouveau vers la révolution.

Mais le fait que l'incontestable progrès culturel du prolétariat soit un progrès dans la culture bourgeoise, impliquant en particulier large participation à ses valeurs politiques (électoralisme, parlementarisme, chauvinisme, etc.) met en lumière l'illusion qui consistait à attendre de ce progrès une moindre vulnérabilité à la bureaucratisation.

Certes, la rupture qualitative qui sera nécessaire dans les pays capitalistes avancés pour parvenir à l'instauration du pouvoir prolétarien balaiera les éléments les plus grossiers de l'aliénation idéologique, mais non pas ses éléments profonds.

L'apparition dans le 3e âge du capitalisme d'une nouvelle aristocratie ouvrière massive, en partie par prolétarisation d'anciennes couches petites bourgeoises, homogénéisée sur les valeurs de ces dernières, introduit dans le mouvement ouvrier de nouveaux traits de déformation et d'autant plus profondément que c'est cette partie supérieure du nouveau prolétariat qui fournit désormais l'essentiel de ses cadres à tous les partis ouvriers. Parmi ces traits, on peut noter : l'individualisme accentué avec

une faible capacité à la discipline, l'appétit de jouissance immédiate (on a été si trompé par l'appel aux « sacrifices »), l'arrivisme, etc.

De tels traits ne sont pas propres seulement aux partis réformistes où ils prennent leur plein épanouissement. On les trouve aussi — ne serait-ce qu'à l'état de germes — dans les organisations d'extrême gauche où ils sont d'ailleurs un des facteurs de leur particularisme et des « fractionnismes ».

Ces phénomènes interdisent de penser que les Etats ouvriers qui se constitueront dans les pays avancés échapperont à la bureaucratie du seul fait du plus haut niveau des bases matérielles d'instauration du socialisme et du haut niveau culturel correspondant d'un prolétariat ayant su retrouver les voies de la révolution.

Le supposer n'a rien à voir avec la théorie d'un « stalinisme universel » des sciences-fictionnistes politiques qui n'anticipent jamais plus loin que la généralisation des apparences qu'ils ont sous le nez.

Il n'en reste pas moins qu'il existe le danger d'une phase historique plus ou moins longue de socialisme bureaucratique retardant l'unification socialiste du monde, et entraînant distorsions et erreurs diverses.

## Améliorer l'arsenal politique antibureaucratique

Ce qui précède signifie-t-il que la bureaucratisation du monde est une fatalité à supporter pour une ère historique ? Non ! Mais qu'à la vue inquiète qu'impose une expérience maintenant multiforme doit correspondre des politiques organisationnelles quelque peu différentes, au niveau du mouvement de masse comme des partis à construire, de celles que le mouvement révolutionnaire met jusqu'ici sinon dans ses programmes, du moins dans sa propagande et qu'il applique dans sa pratique. Moins différentes, d'ailleurs, de la théorie des maîtres du marxisme — en général correcte, telle celle de Lénine dans *l'Etat et la Révolution* — que de la pratique imposée par des contingences défavorables et que le moment de la victoire a élevée en nouveaux principes par adoption globale de tous les aspects de la révolution.

Si le débat ancien sur le spontanéisme est réglé et dépassé, quoique les pôles de naïveté et de canaillerie de ses tenants se reconstituent toujours, le vrai débat n'est pas réglé qui se situe à un autre niveau : celui du rapport entre mouvement spontané de la classe et organisations révolutionnaires.

L'élément de vérité du spontanéisme, c'est que les poussées révolutionnaires font toujours surgir des formes inédites d'organisation à potentialité de démocratie directe, de pouvoir. Il y a lieu de ne pas prendre pour de tels organismes les comités de minorités, thématiques ou de tendances, qui naissent en maintes occasions, et encore moins de croire que constituer de tels organismes équivaut à créer les germes de vrais comités

de masse. Mais, en revanche, les marxistes révolutionnaires doivent être attentifs à l'apparition du moindre embryon de véritables comités de masse spontanés, même rassemblés sur des bases confuses, les privilégier par rapport aux organisations traditionnelles sclérosées (fussent-elles en croissance) et y introduire dès le départ le programme de leur généralisation et de leur centralisation. Telle fut avec constance la ligne de Trotsky au cours des montées révolutionnaires des années 1930 en France et en Espagne (11). L'exemple portugais prouve pourtant qu'une telle leçon n'a pas été assimilée puisqu'aucune organisation révolutionnaire (pour ne pas parler, bien entendu, des P.S. et P.C.) n'a eu cette stratégie. Les organisations d'extrême gauche les mieux représentées dans les commissions ouvrières ne trouvèrent jamais qu'il était temps de lancer les mots d'ordre de généralisation et de centralisation, fût-ce au niveau régional. Elles les subordonnaient à leur propre percée politique. Nul ne peut assurer qu'une telle centralisation aurait pu être réalisée avant le 25 novembre 1975. Mais nul non plus ne peut assurer le contraire. Et ce qui est certain, c'est que si elle avait eu lieu, le 25 novembre aurait pu avoir une riposte prolétarienne.

Dans notre nº 16, Nicos Poulantzas nous demandait si nous en étions toujours à vouloir recommencer la révolution d'Octobre. Comment pourrions-nous concevoir les choses comme un pur et simple recommencement de 1917 alors qu'aujourd'hui les comités ouvriers peuvent exister non plus seulement dans les usines et les quartiers ouvriers et une partie des villages, mais — comme le Portugal en a donné une petite idée — dans toutes les structures sociales, y compris la plupart des institutions d'Etat. Les aspects les plus neufs de la situation nouvelle ne sont pas les moindres possibilités de la démocratie directe, mais les plus grandes ; ils n'exigent pas un compromis avec les modes de représentation les plus irresponsables, du type parlement, mais la mise au point de la tactique de la stratégie « soviétiste ». Son élaboration ne peut être le travail abstrait d'un état-major en chambre, mais des expériences nouvelles ne manqueront pas pour nous éclairer. Ce possible permet de remettre sur ses pieds le problème du pouvoir.

Ce possible permet aussi de réaffirmer que ce n'est pas un parti (ni même un cartel de partis) révolutionnaire qui aura à prendre le pouvoir au nom du prolétariat, mais le prolétariat directement représenté par les délégués des comités (on dirait un soviet suprême si le nom n'était pas si dévié de son sens qu'il désigne désormais le contraire de ce qu'il fut à l'origine). Quelle différence dira-t-on, puisque les partis seront dans les comités et que leur proportion se retrouvera dans les délégations, majorée même par le fait de leur organisation ? La formule serait en effet formelle

---

(11) V. de nombreux textes de *la Révolution espagnole* (éd. de Minuit) surtout *Front populaire et comités d'action* du 26 novembre 1935, recueil *Où va la France ?* ou *le Mouvement communiste en France* (éd. de Minuit).

si des mesures pratiques, préalablement programmées, ne se proposaient pas de préserver l'authenticité de la dictature prolétarienne de la soumission au parti (fût-ce celui de l'avant-garde la plus consciente) et, par là-même de protéger un tel parti révolutionnaire des risques du substitutisme. Par exemple, l'interdiction absolue de cumuls de responsabilité dans l'Etat ouvrier et dans le parti ne doit-elle pas devenir un élément d'un tel programme, et de même l'introduction dans toute institution socialiste du principe de rotation des postes de responsabilités.

L'existence au moment de l'assaut du pouvoir de plusieurs partis ouvriers révolutionnaires (au sens de partisans de la révolution) est hautement probable dans les pays avancés. Idéalement, cette pluralité n'est pas souhaitable, puisque plus un prolétariat atteint une haute conscience de soi, plus son unité se projettera dans le parti-organisation de cette conscience. Mais nous avons vu que l'élargissement du prolétariat est à la fois un élément d'élévation de la capacité révolutionnaire globale de la classe mais aussi d'extension des contradictions entre ses « catégories ». La pluralité des partis révolutionnaires sera donc à la fois le produit de l'élévation culturelle du prolétariat et le reflet de son hétérogénéité : reflet déformé et d'autant plus que les autres classes ou fragments de classes alliées à lui pèseront au travers de ces oppositions « catégorielles ». Cependant, les risques bureaucratiques seraient plus grands à contraindre par la force les éléments les moins avancés du prolétariat et de ses alliés ainsi que leurs représentants politiques sous le joug de l'avant-garde, fût-elle représentée par un parti aussi largement majoritaire que purent l'être les bolcheviks après 1917, que de laisser jouer la démocratie prolétarienne n'exprimant pas le plus haut niveau de conscience possible, c'est-à-dire s'engageant dans un certain nombre d'erreurs. En effet, la bureaucratisation qui sort nécessairement de l'emploi de la force sur la classe est pire que celle que produit l'insuffisance de conscience, pour autant qu'est sauvegardé le jeu de la démocratie.

Mais il faut clarifier aussi la notion de parti révolutionnaire d'avant-garde.

Des définitions du parti révolutionnaire, à leur plus haut degré d'élaboration restent empreintes d'ambiguïté si elles sont lues au travers du filtre de la pratique historique.

Le Parti est la conscience du prolétariat (Lukacs). Oui, en ce sens qu'il est le seul lieu possible de la conservation et de l'élaboration de la mémoire de l'expérience historique de la classe. Mais le glissement est facile de conscience à tête, et de tête à chef-direction. Du haut niveau de l'abstraction, on passe aisément à la pratique du parti substitué à la classe.

N'est-ce pas cependant une dérision qu'une « conscience » qui ne dirige pas ? Son rôle est de « guider ». Le « parti guide », voilà encore qui n'est pas nouveau, et d'une résonance d'autant plus douteuse que le fascisme a donné au mot « guide » le sens le plus totalitaire de chef. Pourtant, dégagé de cette crasse, c'est le mot qui convient exactement à

ce que doit être le parti : celui qui montre le chemin, s'y engage en tête, mais non pas pour son propre compte, au service de celui qu'il guide.

Nous disons le parti, et l'unité est notre préoccupation constante ainsi que l'institution d'un régime intérieur assez démocratique pour qu'il soit permis aux divergences de s'y affronter sans s'envenimer. Cela n'est-il pas contradictoire avec le pronostic de la pluralité des partis révolutionnaires et leur reconnaissance de « principe ».

Dans la vie politique réelle, la désharmonie règne aux deux termes de cette opposition dialectique. La pluralité est vécue comme rivalité, méfiance, voire hostilité. Et l'organisation qui s'efforce d'appliquer le plus fidèlement le centralisme démocratique n'échappe que difficilement aux cristallisations des tendances en fractions, aux affrontements internes violents, voire à des ruptures vécues sur un fort mode passionnel.

Tout cela est-il fatal parce que les affrontements internes comme externes expriment en dernier ressort des points de vue réfractés de fractions de la classe travailleuse et de ses alliés, voire de ses ennemis ? L'importance des intérêts en jeu dans les luttes politiques (même s'ils ne sous-tendent que de très loin tel ou tel débat particulier) raidit les convictions ; les positions et les conflits s'imposent comme des forces naturelles. Il serait d'un angélisme naïf que de vouloir des rapports de « sages » dans les débats de révolutionnaires. Mais, par un paradoxe apparent, les affrontements sont souvent d'autant plus violents que les enjeux organisationnels sont communs : la lutte interne pour la direction d'une organisation souvent plus violente que la lutte entre organisations pour l'hégémonie dans tel ou tel secteur de la classe. Or, la violence des affrontements tend aux solutions de force — solutions de facilité — qui induisent les éléments primaires de bureaucratisation, purs, peut-on dire, en cela qu'il serait hasardeux de les mettre en relation avec une autre « base matérielle » que celle de l'appareil organisationnel lui-même. Dans le meilleur des cas même, celui où la base de la violence intellectuelle est l'intérêt le plus général du prolétariat (vérifié historiquement), toutes les méthodes polémiques sont-elles justifiées ? La violence de Lénine nous apparaît ainsi fondée. Etait-elle tactiquement, voire stratégiquement juste ? L'histoire a là aussi une réponse : elle dit non ! En tant que violence, elle durcissait des oppositions conjoncturelles avec des hommes de caractère ferme — c'est le cas avec Trotsky — et elle en ralliait d'autres peut-être plus facilement conquis de par la moindre force de leur propre caractère — ainsi Zinoview et Kamenev —, voire fascinés par la violence elle-même — comme Staline, dont on sait l'usage d'extension infinie il put faire des excès de tels débats. De l'affrontement Lénine Trotsky des premières années du siècle, il est trop facile de dire que Lénine avait raison et que l'affaire est tranchée une fois pour toutes puisqu'aussi bien Trotsky l'a reconnu sans réserves. Deutscher a déjà fait remarquer que Trotsky avait par trop battu sa coulpe dans le souci évident de ne pas ouvrir la brèche polémique d'une « continuité trot-

skyste » opposée à celle du bolchevisme. Il est plus que temps d'affirmer publiquement depuis nos rangs que les interprétations du Trotsky de 1904 étaient elles aussi fondées, et d'ailleurs, à bien lire les textes, plus que par le comportement de Lénine lui-même, par les théorisations de ses partisans (12). L'utilisation grossière d'un tel débat pour faire du parti bolchevik la source du stalinisme (constamment reprise par le même type de pseudo-théoriciens à la plume aussi légère que leur crâne est épais) ne doit pas nous interdire de voir et de dire en quoi la structure bolchevique, qui ne pouvait guère historiquement être autre que ce qu'elle fut, permit non seulement à un Staline de se développer à son sommet (il faut le noter, comme cas exceptionnel) mais aussi à des quantités d'hommes qui lui emboîtèrent le pas plus ou moins longtemps dans les sphères inférieures de l'appareil.

Les legs les plus négatifs de l'histoire (les injures et les condamnations sociales définitives) excitent trop dans le même mouvement où convainquent les raisonnements qui les accompagnent. Cette excitation et le goût de la singerie des comportements extérieurs des « maîtres » font reprendre le négatif dans l'ensemble du legs, porté à l'excès par la caricature et les tempéraments névrotiques, et trop aisément admis comme défauts *« parfaitement tolérables, dans notre milieu et dans les relations entre nous, communistes ».*

Est-il réaliste de penser qu'il est possible aussi de tirer des leçons sur ce plan ? D'obtenir des comportements courants plus conformes à l'intelligence de l'histoire ?

Déjà des signes de progrès apparaissent. Le « parti » est de moins en moins regardé comme une Eglise dont on ne peut que sortir traître et renégat (13). L'assimilation des militants du P.C. à des rouages sans valeur, calomniés en cas de rupture, brisés s'ils gênent, est un repoussoir à la fétichisation du « parti ». Bien que l'attitude opposée n'aille pas sans risques qui voit dans le parti un simple instrument de combat et ignore trop le côté « communauté fraternelle » qui était une richesse des vieilles organisations ouvrières (faisait, par exemple, du tutoiement le contraire d'une grossièreté qu'il peut être « en bureaucratie », le signe de la plus grande proximité humaine), il y a gain à le regarder comme une médiation, susceptible de transformations, de mutations, et non comme un « être » plus vrai que les individus qui le composent. De ce fait, il n'est plus infaillible et ne « décide plus de tout », d'où il découle non seulement qu'il peut s'autocritiquer et se rectifier sans que cela emprunte à l'esprit de culpabilité morale et de pénitence d'origine chrétienne, mais aussi que

---

(12) V. Trotsky, *Nos tâches politiques* (éd. Belfond), les différences entre les positions de Lénine *(Un pas en avant, deux pas en arrière)* et celles de ses partisans (Manifeste ouralien).

(13) L'O.C.I. constitue sur ce point une caricature d'arrière-garde. Se reporter, dans notre n° 14/15 à la lettre d'E. Carasso.

sa recherche théorique et politique peut se faire publiquement, sans crainte des « pressions » impures. Seules des raisons de sécurité vis-à-vis de l'ennemi de classe justifient des secteurs de discussion purement internes. L'élaboration n'a aucune raison d'être affaire d'initiés dont l'« œuvre au noir » ne peut être livrée aux profanes qu'achevée, en état de perfection, sans trace des vulgarités de la « cuisine » : c'est encore affaire de démocratie.

La désacralisation du « parti » change aussi les rapports des partis qui peuvent désormais n'être plus dominés par leur étiquetage sur la carte des classes sociales (d'ailleurs assez comiquement réciproque) mais par l'expérimentation comparée constante des analyses et de leurs conséquences dans l'action. La vérite prolétarienne d'une politique ne découle pas de l'« essence » du parti — histoire et références théoriques — elle se vérifie chaque jour, dans chaque lutte, dans chaque bilan.

L'amère expérience des échecs dans l'isolement d'organisations minoritaires a poussé ces derniers temps à des ébauches d'unité d'action entre elles qui, au-delà de l'épreuve d'une certaine efficacité, constitue une expérience nouvelle de rapports démocratiques — obligés — qui n'avaient guère de précédents dans le passé.

Au travers d'elle se noue la dialectique des rapports pluralistes et de la politique unitaire de chacun, vers une unité organique souhaitable mais non fatale et peut-être pas nécessaire ; dialectique qui est celle de la liberté et de l'efficacité et qui, à une certaine étape de son développement pourra peut-être atteindre le point d'un front révolutionnaire dont on peut imaginer qu'il pourrait être l'instrument pluraliste de la révolution dans certaines conditions des pays avancés.

Si une telle structure s'avérait possible, on aurait là de forts éléments de protection contre la cristallisation bureaucratique.

Ce ne sont sans doute pas les seuls possibles. On peut espérer que de l'extrême gauche, telle qu'elle se décante maintenant depuis les confusions de 1968, et dans la vigilance antibureaucratique qui la domine quasi tout entière, bien d'autres esquisses de solutions seront proposées.

**Michel Lequenne**